

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 3041

[2004/201995]

5 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'organisation des examens menant à l'octroi du certificat de connaissance approfondie d'une langue en vue de l'enseignement de cours en langue d'immersion

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'article 1^{er} du décret du 17 juillet 2003 portant des dispositions générales relatives à l'enseignement en langue d'immersion et diverses mesures en matière d'enseignement;

Vu l'avis de Monsieur l'Inspecteur des Finances, donné le 26 février 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 mars 2004;

Vu le protocole de négociation syndicales conclu le 18 mars 2004 au sein du Comités de Secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, Section II, réunis conjointement;

Vu l'avis 36.827/2 du Conseil d'Etat donné le 19 avril 2004 sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat.

Sur la proposition du Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports, du Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E., du Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial et de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Enseignement de Promotion sociale,

Arrête :

Section 1^{re}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- certificat : le certificat de connaissance approfondie d'une langue en vue de l'enseignement de cours en langue d'immersion;

- jury : chacune des sections du jury institué par l'article 1^{er} du décret du 17 juillet 2003 portant des dispositions générales relatives à l'enseignement en langue d'immersion et diverses mesures en matière d'enseignement;

- titre de capacité à l'exercice de fonctions en langue d'immersion : tout titre requis ou jugé suffisant pour le recrutement à des fonctions d'instituteur maternel, instituteur primaire, professeur de cours généraux au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire, chargés des cours en immersion;

- fonction : la fonction d'instituteur maternel chargé des cours en immersion, la fonction d'instituteur primaire chargé des cours en immersion, la fonction de professeur de cours généraux chargé des cours en immersion au degré inférieur, la fonction de professeur de cours généraux chargé des cours en immersion au degré supérieur

Section 2. — De l'examen

Art. 2. L'examen menant à l'obtention du certificat est accessible à tout porteur d'un titre de capacité à l'exercice de fonctions en langue d'immersion, à l'exception de ce qui est relatif à la preuve de la connaissance approfondie d'une des langues d'immersion.

Art. 3. L'examen comporte les épreuves dont la durée et la note maximale sont indiquées au tableau ci-après.

Une note spéciale est attribuée pour la correction du langage, appréciée en fonction de l'ensemble des épreuves orales et didactiques.

EPREUVES	DUREE	POINTS
1. Epreuve écrite :	3 h 00	40
2. Epreuve orale :	20 minutes	30
3. Epreuve didactique :	45 minutes	20
4. Correction du langage :	-	10

		100

Art. 4. § 1^{er}. L'épreuve écrite consiste en une rédaction comportant une synthèse et un commentaire d'une conférence de vingt minutes au maximum et portant sur un sujet d'intérêt général ou pédagogique.

Il est interdit de prendre des notes durant l'audition de la conférence.

Le temps de la conférence n'est pas pris en considération pour fixer la durée de l'épreuve.

Le jury organise deux épreuves écrites, l'une destinée aux porteurs d'un diplôme universitaire ou de niveau universitaire, l'autre aux porteurs d'un diplôme d'autres niveaux d'enseignement.

§ 2. L'épreuve orale comprend une conversation mettant en œuvre le vocabulaire courant propre à la fonction en cause et spécialement la terminologie en rapport avec les branches à enseigner.

§ 3. L'épreuve didactique comprend l'exposé d'une leçon dont le sujet est attribué par tirage au sort parmi trois propositions formulées par chaque candidat lors de son inscription et communiqué au candidat la veille de l'épreuve.

§ 4. Pour la détermination des branches à enseigner visée au § 2 et la vérification de l'adéquation des propositions de sujets de leçons, visées au § 3, au regard des fonctions à exercer, le jury se réfère à la spécificité des titres requis telle qu'elle est fixée par les articles 6 et 7 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements ou telle qu'elle est déterminée en application de l'article 13 du même arrêté.

Pour les porteurs du seul diplôme de licencié, il est procédé, par analogie, comme s'ils étaient également porteur du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur.

Pour l'application du présent paragraphe, les porteurs du diplôme de licencié en philologie germanique, langues et littératures germanique ou langues et littératures modernes, complété le cas échéant par un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, de même que les licenciés interprètes ou traducteurs sont, pour la langue anglaise, allemande ou néerlandaise non mentionnée sur leur diplôme mais dont ils désirent néanmoins faire la preuve d'une connaissance approfondie, assimilés au porteur du diplôme de licencié en philologie germanique, langues et littératures germanique ou langues et littératures modernes obtenu dans cette langue complété par un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur.

S'agissant des porteurs du diplôme de puéricultrice, les épreuves sont celles organisées pour les porteurs du diplôme d'instituteur maternel ou préscolaire.

Art. 5. § 1^{er}. L'épreuve didactique est présentée devant au moins les deux membres du jury représentant en son sein la fonction pour laquelle le candidat dispose du titre requis ou, à défaut, suffisant A.

§ 2. Le travail remis par chaque candidat au terme de l'épreuve écrite est corrigé par au moins deux des membres du jury non visés au paragraphe 1^{er} du présent article.

§ 3. L'épreuve orale est présentée devant au moins deux membres du jury qui n'ont pas participé à l'évaluation de l'épreuve écrite et de l'épreuve didactique.

§ 4. Chaque membre du jury est tenu de participer à l'évaluation d'au moins une des épreuves visées aux paragraphes 1^{er} à 3 du présent article.

Art. 6. Le jury choisit les textes des conférences qui feront l'objet des épreuves écrites visées à l'article 4 et détermine ceux de ses membres qui seront chargés du rôle de conférencier.

Art. 7. Les épreuves sont publiques.

Art. 8. Le coût de l'inscription aux examens est fixé à 5 euros.

Section 3. — Composition du jury

Art. 9. Le jury comprend 8 membres effectifs et 8 membres suppléants, porteurs d'un titre requis ou d'un titre jugé suffisant A pour exercer la fonction d'instituteur maternel chargé des cours en immersion, la fonction d'instituteur primaire chargé des cours en immersion, la fonction de professeur de cours généraux chargé des cours en immersion au degré inférieur ou la fonction de professeur de cours généraux chargé des cours en immersion au degré supérieur, avec une représentation de deux membres pour chaque fonction. Tous doivent être habilités à enseigner dans la langue de l'immersion faisant l'objet de l'examen.

Le président et son suppléant sont choisis parmi les agents des services du Gouvernement de rang 12 au moins.

Le secrétaire et son suppléant sont choisis parmi les agents des services du Gouvernement de niveau 2 au moins.

Les membres et leurs suppléants sont choisis pour moitié parmi les membres du personnel des établissements d'enseignement officiel et pour moitié parmi les membres du personnel des établissements d'enseignement libre qui sont en activité de service, en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite ou retraités depuis moins de cinq ans.

Section 4. — Fonctionnement

Art. 10. Le jury siège à Bruxelles.

Art. 11. Le président veille à la régularité des opérations, prend toutes les dispositions utiles à l'organisation des épreuves et dirige les délibérations. Il est assisté du secrétaire.

Art. 12. Le jury siège deux fois par an.

Les dates des épreuves, le lieu où elles se tiennent ainsi que les modalités de paiement du droit d'inscription sont fixées par avis publié au *Moniteur belge* et portés par le président à la connaissance des chefs d'établissements et directeurs des établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française qui organisent un enseignement en langue d'immersion.

Le président convoque les membres et les candidats et fixe les dates des séances.

Le président, le secrétaire, ainsi que chaque membre empêché convoque son suppléant.

Art. 13. Aucun membre de la commission ne peut interroger, apprécier les épreuves ou délibérer lorsque le candidat est un conjoint, un parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Si le président se trouve dans un des cas visés à l'alinéa précédent, il est remplacé par son suppléant. Si celui-ci ne peut siéger, il est remplacé par le plus âgé des membres présents.

Section 5. — Délibérations.

Art. 14. Le jury délibère à huis clos.

Il peut délibérer sur toute question qui lui est soumise par le président ou par un membre.

Art. 15. Obtiennent le certificat les candidats ayant obtenu au moins 50 % des points à chacune des épreuves et une moyenne de 60 % au moins à l'ensemble desdites épreuves. Pour les autres candidats, le jury décide collégalement et souverainement de la délivrance ou du refus d'octroi dudit certificat.

Sauf erreur matérielle, actée au procès verbal de délibération, les notes attribuées à chaque épreuve par les membres du jury sont définitives et ne peuvent être modifiées en cours de délibération.

Le jury motive le refus ou l'octroi du certificat.

Art. 16. Le jury délibère valablement lorsque sont réunis au moins les deux tiers des membres ayant participé aux épreuves présentées par chaque candidat.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix exprimées par les membres présents. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Le secrétaire n'a pas voix délibérative.

Art. 17. Les décisions du jury et leurs motifs sont portées à la connaissance de chacun des candidats par courrier recommandé. Les décisions portant octroi du certificat le sont conformément aux modèles annexés au présent arrêté.

Art. 18. Le Ministre ayant les statuts des membres du personnel de l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 mai 2004.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 3041

[2004/201995]

5 MEI 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de organisatie van examens voor de toekenning van het getuigschrift van grondige kennis van een taal met het oog op het geven van taallessen door middel van onderdompeling

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op artikel 1 van het decreet van 17 juli 2003 houdende algemene bepalingen over het taalonderricht door middel van onderdompeling en diverse maatregelen op het gebied van onderwijs;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 februari 2004;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 5 maart 2004;

Gelet op het protocol van het vakbondsoverleg, gesloten op 18 maart 2004 binnen het Comité van de Sector IX en het Comité voor provinciale en lokale overheden, Afdeling II, die samen bijeengekomen waren;

Gelet op het advies 36.827/2 van de Raad van State gegeven op 19 april 2004 op basis van artikel 84, § 1, alinea 1, 1° van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 over de Raad van State;

Op voorstel van de Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport, de Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. », de Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs en de Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Besluit :

Deel 1. — Definities

Artikel 1. In dit besluit wordt verstaan onder :

- getuigschrift : het getuigschrift van grondige kennis van een taal met het oog op het geven van taallessen door middel van onderdompeling;
- examencommissie : ieder deel van de examencommissie ingevoerd door artikel 1 van het decreet van 17 juli 2003 houdende algemene bepalingen over het taalonderricht door middel van onderdompeling en diverse maatregelen op het gebied van onderwijs;

- bekwaamheidsbewijs voor het uitoefenen van functies in de taal van onderdompeling : elk bewijs dat vereist wordt of als voldoende beschouwd wordt voor de werving voor de functies van kleuteronderwijzer, onderwijzer voor het lager onderwijs, leerkracht van algemene lessen in de lagere graad of de hogere graad van het middelbaar onderwijs, belast met de lessen door onderdompeling;

- functie : de functie van kleuteronderwijzer belast met de lessen door onderdompeling, de functie van onderwijzer voor het lager onderwijs belast met de lessen door onderdompeling, de functie van leerkracht van algemene lessen belast met de lessen door onderdompeling in de lagere graad, de functie van leerkracht van algemene lessen belast met de lessen door onderdompeling in de hogere graad.

Deel 2. — Het examen

Art. 2. Het examen om het getuigschrift te bekomen, is toegankelijk voor iedereen die een bekwaamheidsbewijs voor het uitoefenen van functies in de taal van onderdompeling bezit, met uitzondering van de bewijzen die betrekking hebben op de proef van grondige kennis van een van de talen van onderdompeling.

Art. 3. In onderstaande tabel worden de proeven van het examen weergegeven met hun respectievelijke duur en het hoogste cijfer dat erop behaald kan worden.

Een speciaal cijfer wordt gegeven voor de verbetering van het taalgebruik. Dit laatste wordt beoordeeld in functie van het geheel van de mondelinge proef en de didactische proef.

PROEVEN	DUUR	PUNTEN
1. Schriftelijke proef :	3 uur	40
2. Mondelinge proef :	20 minuten	30
3. Didactische proef :	45 minuten	20
4. Verbetering van het taalgebruik :	-	10
		—
		100

Art. 4. § 1. De schriftelijke proef bestaat uit een schrijfoefening waarbij een synthese moet worden gemaakt en commentaar moeten worden gegeven betreffende een conferentie van maximum twintig minuten die handelt over een pedagogisch onderwerp of een onderwerp van algemeen belang.

Het is verboden om aantekeningen te maken tijdens het beluisteren van de conferentie.

De duur van de conferentie wordt niet meegerekend om de duur van de proef vast te leggen.

De examencommissie organiseert twee schriftelijke proeven, een proef is bestemd voor de houders van een universitair diploma of een diploma van universitair niveau, de andere proef is voor de houders van een diploma van andere onderwijsniveaus.

§ 2. De mondelinge proef omvat een gesprek waarin de gangbare woordenschat wordt aangewend die typisch is voor de betrokken functie en in het bijzonder de terminologie van de te onderwijzen vakgebieden.

§ 3. De didactische proef omvat het geven van een les waarvan het onderwerp bepaald wordt door loting uit drie voorstellen die iedere kandidaat bij zijn inschrijving heeft ingediend, en dit onderwerp wordt de dag voor de proef aan de kandidaat meedeeld.

§ 4. Voor de bepaling van de te onderwijzen vakgebieden bedoeld in § 2 en de controle of de voorstellen van de lesonderwerpen bedoeld in § 3 afgestemd zijn op de uit te oefenen functies, verwijst de examencommissie naar de specificiteit van de vereiste titels zoals deze wordt vastgelegd door artikels 6 en 7 van het besluit van de uitvoerende macht van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969, die de titels vastleggen die vereist zijn voor de leden van het directiepersoneel en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel, het psychologisch personeel, het sociaal personeel van de instellingen van voorschools onderwijs, lager onderwijs, buitengewoon onderwijs, middelbaar onderwijs, technisch onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger niet-universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap en de internaten die van deze instellingen afhankelijk zijn, of zoals deze wordt bepaald overeenkomstig artikel 13 van hetzelfde besluit.

Voor diegenen die enkel een licentiaatsdiploma bezitten, wordt mutatis mutandis te werk gegaan alsof zij eveneens een aggregaat behaald hadden voor het hoger middelbaar onderwijs.

Voor de toepassing van deze paragraaf worden de houders van een diploma van licentiaat Germaanse filologie, Germaanse taal- en letterkunde of moderne taal- en letterkunde, zo nodig aangevuld met een aggregaatsdiploma voor het hoger middelbaar onderwijs, alsook de licentiaten vertaler of tolk, wat de talen Engels, Duits of Nederlands betreft die niet voorkomen op hun diploma, maar waarvoor zij nochtans de proef van grondige kennis wensen af te leggen, gelijkgesteld aan de houders van een diploma van licentiaat Germaanse filologie, Germaanse taal- en letterkunde of moderne taal- en letterkunde behaald in deze taal en aangevuld met een aggregaatsdiploma voor het hoger middelbaar onderwijs.

Voor de houders van een diploma kinderverzorging zijn de proeven gelijk aan de proeven die georganiseerd worden voor de houders van een diploma van onderwijzer van het kleuteronderwijs of voorschools onderwijs.

Art. 5. § 1. De didactische proef wordt voorgesteld voor ten minste de twee examencommissieleden die binnen de examencommissie de functie vertegenwoordigen waarvoor de kandidaat over de vereiste titel beschikt of, bij gebreke daarvan, een titel die beoordeeld werd als voldoende A.

§ 2. Het werk dat elke kandidaat op het einde van de schriftelijke proef inlevert, wordt verbeterd door minstens twee examencommissieleden niet bedoeld in paragraaf 1 van dit artikel.

§ 3. De mondelinge proef wordt afgelegd voor minstens twee examencommissieleden die niet hebben deelgenomen aan de beoordeling van de schriftelijke proef en de didactische proef.

§ 4. Elk examencommissielid is verplicht om deel te nemen aan de beoordeling van minstens een van de proeven bedoeld in paragrafen 1 tot 3 van dit artikel.

Art. 6. De examencommissie kiest de teksten van de conferentie die zullen dienen voor de schriftelijke proeven bedoeld in artikel 4 en bepaalt wie van de examencommissieleden de rol van spreker zullen moeten spelen.

Art. 7. De proeven zijn openbaar.

Art. 8. De inschrijvingskosten voor de examens bedragen 5 euro.

Deel 3. — Samenstelling van de examencommissie

Art. 9. De examencommissie bestaat uit 8 effectieve leden en 8 plaatsvervangende leden, die houder zijn van een vereiste titel of een titel die beoordeeld werd als voldoende A om de functie uit te oefenen van kleuteronderwijzer belast met de lessen door onderdompeling, de functie van onderwijzer voor het lager onderwijs belast met de lessen door onderdompeling, de functie van leerkracht algemene lessen belast met de lessen door onderdompeling in de lagere graad, de functie van leerkracht algemene lessen belast met de lessen door onderdompeling in de hogere graad, met een vertegenwoordiging van twee leden voor elke functie. Zij moeten allen gerechtigd zijn om les te geven in de taal van onderdompeling waarover het examen handelt.

De voorzitter en zijn plaatsvervanger worden gekozen uit de ambtenaren van de diensten van de Regering van ten minste rang 12.

De secretaris en zijn plaatsvervanger worden gekozen uit de ambtenaren van de diensten van de Regering van ten minste niveau 2.

De leden en hun plaatsvervangers worden voor de helft gekozen uit de personeelsleden van de instellingen van het staatsonderwijs en voor de helft uit de personeelsleden van de instellingen van het vrij onderwijs die in dienstactiviteit zijn, om persoonlijke redenen op verlof zijn voorafgaand aan het pensioen of sinds minder dan vijf jaar op pensioen zijn.

Deel 4. — Werking

Art. 10. De examencommissie zetelt te Brussel.

Art. 11. De voorzitter waakt over een regelmatige werking, neemt alle maatregelen die nodig zijn voor de organisatie van de proeven en leidt de deliberaties. Hij wordt bijgestaan door de secretaris.

Art. 12. De examencommissie zetelt twee maal per jaar.

De data van de proeven, de plaats waar zij afgenomen worden en de betalingsmodaliteiten voor de inschrijving worden vastgelegd door middel van een bericht gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* en worden door de voorzitter meegedeeld aan de schoolleiders en directeurs van de onderwijsinstellingen die door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd worden en taalonderricht door middel van onderdompeling inrichten.

De voorzitter roept de leden en kandidaten bijeen en legt de data voor de bijeenkomsten vast.

De voorzitter, de secretaris alsook elk lid dat belet is, roept zijn plaatsvervanger op.

Art. 13. Geen enkel lid van de commissie mag ondervragen, de proeven beoordelen of delibereren indien de kandidaat een echtgenoot, bloed- of aanverwant tot en met de vierde graad is.

Indien de voorzitter zich in een van de situaties bedoeld in de vorige alinea bevindt, dan wordt hij vervangen door zijn plaatsvervanger. Als deze laatste niet kan zetelen, dan wordt hij vervangen door de oudste van de aanwezige leden.

Deel 5. — Deliberaties

Art. 14. De examencommissie deliberereert achter gesloten deuren.

De examencommissie mag delibereren over eender welk onderwerp dat door de voorzitter of een lid wordt voorgelegd.

Art. 15. De kandidaten die op elke proef ten minste 50 % van de punten behaald hebben en op het geheel van bovenstaande proeven gemiddeld ten minste 60 % behaald hebben, bekomen het getuigschrift. Voor de andere kandidaten beslist de examencommissie collegiaal en soeverein over de uitreiking of de weigering van de toekenning van bovengenoemd getuigschrift.

Met uitzondering van een onjuistheid die optreedt bij het maken van de notulen van de deliberatie, zijn de punten die de examencommissieleden voor elke proef gegeven hebben, definitief en kunnen tijdens de deliberatie niet veranderd worden.

De examencommissie motiveert de weigering van de toekenning van het getuigschrift.

Art. 16. De examencommissie delibereert op geldige wijze als ten minste twee derden van de leden bijeengekomen zijn, die hebben deelgenomen aan de proeven voorgesteld door iedere kandidaat.

Beslissingen worden genomen met gewone meerderheid van de stemmen die door de aanwezige leden worden uitgebracht. Bij gelijkheid van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

De secretaris is niet stemgerechtigd.

Art. 17. De beslissingen van de examencommissie en hun motieven worden aan iedere kandidaat meegedeeld door middel van een aangetekend schrijven. De beslissingen houdende toekenning van het getuigschrift stemmen overeen met de modellen die bij dit besluit zijn bijgevoegd.

Art. 18. De Minister die bevoegd is voor de Statuten van de personeelsleden van het onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 mei 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn,
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de "O.N.E.",
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 3042

[2004/29214]

12 MAI 2004. — **Arrêté du Gouvernement de la Communauté française rendant obligatoire la décision de la commission paritaire de l'enseignement fondamental libre confessionnel du 13 octobre 2003 relative à la procédure électorale pour la mise en place ou le renouvellement des instances de concertation locales**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, notamment l'article 97;

Vu la demande de la commission paritaire de l'enseignement fondamental libre confessionnel;

Sur proposition du Ministre chargé de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 12 mai 2004,

Arrête :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la décision du 13 octobre 2003 de la commission paritaire de l'enseignement fondamental libre confessionnel relative à la procédure électorale pour la mise en place ou le renouvellement des instances de concertations locales, telle qu'annexée.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets au 13 octobre 2003.

Art. 3. Le Ministre qui a dans ses attributions les Statuts des membres du personnel de l'enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 mai 2004.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre chargé de la Fonction publique, de la Culture, de la Jeunesse et des Sports,
Ch. DUPONT

Commission paritaire de l'enseignement fondamental libre confessionnel : procédure électorale pour la mise en place ou le renouvellement des instances de concertation locales

Préambule :

1. La procédure électorale décrite ci-dessous vise exclusivement à déterminer la représentativité des délégations syndicales au sien des I.C.L.

2. a) Les élections pour le renouvellement des représentants du personnel au sein des I.C.L. ou pour la désignation des représentants du personnel là où il n'y a pas d'I.C.L. auront lieu pendant la période prévue pour les élections sociales 2004 entre le 6 et le 19 mai 2004.

b) Les I.C.L. à mettre en place ne doivent faire l'objet d'une sélection que si une organisation syndicale en fait la demande par écrit auprès du P.O. avant le 13 février 2004.

CHAPITRE I^{er}. — *Procédure électorale avec calendrier commun*

Première étape

Organisation du calendrier

Article 1^{er}. 1. Les organisations syndicales sont tenues de déposer leur liste de candidats au plus tard le 22 mars 2004 par envoi recommandé ou par remise de la main à la main avec accusé de réception auprès du président du P.O. ou de son délégué.